

# GRAND DEBAT NATIONAL

## MOURS SAINT EUSEBE

LE 13 FEVRIER 2019

### TRANSITION ECOLOGIQUE

#### Intervention :

L'écologie est une question fondamentale transverse à tous les partis et à toutes les couches de la société. Mais que fait-on nous-mêmes ? choix de consommation (eaux, énergie, déplacements....)

Quelle mise en œuvre locale ? groupes locaux de réflexion sur différents sujets : éclairage public, consommation d'espaces agricoles, partage des connaissances, cantine scolaire (circuits courts), modes de déplacement.

Quelle mise en œuvre au plan national ? maison basse consommation, transport en commun, accélérer la production des énergies propres.

#### Intervention :

Question de survie qui doit être portée dans le grand débat :

Aider les plus fragiles économiquement pour cette transition (transport en commun, aide véhicule moins polluants...). La fiscalité écologique doit être partagée pour être admise. Par exemple pourquoi une différence de taxation des carburants : voitures taxées, bateaux et avions non taxés.

#### Intervention :

Le tri doit se faire partout y compris dans les hôpitaux Nord Drôme : A ce jour, hormis carton et D.A.S.R.I. pas de tri réel des déchets en milieu hospitalier.

#### Intervention :

L'écologie passe par l'éducation. Cela pourrait être une matière supplémentaire à l'école, dispensée comme les autres apprentissages.

#### Intervention :

Consommation des énergies fossiles trop importante. Les ressources sont limitées, à contrario ce n'est pas le cas pour le solaire, l'éolien, l'hydraulique et l'énergie marémotrice qui sont sous exploitées.

#### Intervention :

Pourquoi le tri n'est pas plus poussé en France et pourquoi la collecte de tri est-elle différente d'une région à l'autre ?

#### Intervention :

L'objectif à 2050 est la neutralité carbone. Nos émissions de CO2 doivent être divisées par 4. Il est donc urgent de prendre des mesures drastiques en matière de consommation d'énergie. Pour tenir cet objectif, il faut être plus directif, avoir une politique incitative, donner des indications pour accompagner les ménages dans la démarche. Rappel : Toutes les habitations doivent être isolées en

2050. Idem pour les transports en commun dont l'offre et l'utilisation sont trop limitées. Il faut développer l'utilisation des vélos, du covoiturage, etc....

**Intervention :**

Il faut développer le vélo électrique et défiscaliser les déplacements doux. Il faut instaurer une politique d'incitation au changement en matière de déplacements.

**Intervention :**

Même sur notre commune beaucoup de déplacements se font en voiture y compris et surtout pour emmener les enfants à l'école.

**Intervention :**

Plan quinquennal de l'Etat pour l'isolation des quatre millions d'habitations qui sont des passoires thermiques. Quatre avantages à ce plan quinquennal :

- Amélioration du confort,
- Baisse de la pollution,
- Création de milliers d'emplois
- Economie des dépenses énergétiques.

Compensation de l'évolution de la taxe carbone pour les ménages économiquement faibles, Rattraper le retard de la France en matière d'énergies renouvelables.

**Intervention :**

Prise en charge des frais de transport des personnes qui travaillent.

## **FISCALITE**

**Intervention :**

La question se pose de l'efficacité du millefeuille administratif. La création des intercommunalités est-elle source d'économie ? Oui, diminution de la TEOM par exemple mais accompagnée d'une diminution du service.

**Intervention :**

La fraude fiscale représente 80 Milliards d'Euros par an soit 17% des recettes fiscales de l'Etat. Deux organismes sont en charge de la fraude (effectifs 113 agents). Ces 113 agents ont récupéré 20 Milliards d'euros. Pourquoi ne pas renforcer ces effectifs pour profiter de cette possibilité ?

**Intervention :**

Les entreprises du CAC 40 ont un taux d'imposition moyen de 8.5 %. Les PME ont, elles, un taux d'imposition qui peut avoisiner les 30 % ; Est-ce normal ?

**Intervention :**

Pourquoi la France ne paie-t-elle pas des informateurs sur les fraudeurs qui dissimulent de l'argent à l'étranger ? Pourquoi a-t-elle refusé les informations que pouvait lui transmettre l'Allemagne à ce sujet ?

Pourquoi la France dépense-t-elle 80 Milliards d'Euros par an de dépassement budgétaire ? Comment faire des économies ? Trouver des solutions pour diminuer la dette sans augmenter les impôts.

**Intervention :**

Plus grande progressivité de l'impôt

Création d'une tranche supérieure à 45%

Retour de l'ISF

Contrôle de l'IFI afin de vérifier annuellement que les avoirs financiers ont été réinvestis dans l'économie nationale.

Suppression de la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité,

Indexation des retraites sur l'évolution du taux d'inflation.

**Intervention :**

Absurdités de l'augmentation de la prime à la casse des voitures anciennes :

- Les personnes non imposables récupèrent jusqu'à 4000 € de prime
- Les personnes imposables ne récupèrent rien.

**Intervention :**

CSG sur les retraites : taux identique pour tout le monde

Impôts retenus à la source : atteinte aux libertés

Tout le monde doit payer l'impôt sur le revenu : Faire participer est une forme de responsabilisation citoyenne. Cette position n'est pas partagée par tout le monde.

Frais médicaux : les usagers ne paient que quelques euros et n'ont donc aucune idée du coût des soins ; la facturation devrait leur être communiquée afin qu'ils se rendent compte du coût réel.

## **DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

**Intervention :**

Le mouvement social des Gilets Jaunes a fait apparaître un rejet du politique et de la représentativité nationale. Il n'est pas normal qu'une partie de la France ne soit pas représentée à l'Assemblée Nationale. La proportionnelle doit être instaurée aux législatives.

**Intervention :**

L'instauration de la proportionnelle à l'Assemblée Nationale risque de nous ramener à la IV<sup>ème</sup> république ou, comme plus récemment, aux difficultés rencontrées par la Belgique et l'Allemagne pour constituer des majorités stables pour gouverner le pays.

Le Sénat par contre pourrait être élu à la proportionnelle, il serait alors représentatif des différents choix des Français(es).

**Intervention :**

Il y a en France non pas deux assemblées mais trois ; la troisième est le Conseil Economique Social et Environnemental. Ce dernier n'a pas d'utilité : il faut le supprimer.

Cette instance administrative est comprise dans les 400 autorités administratives existantes dont il conviendrait de réduire drastiquement le nombre.

**Intervention :**

Il convient d'achever les lois de décentralisation ; beaucoup de sujet ont été traité mais on a oublié le citoyen. Il est demandé :

La reconnaissance du vote blanc avec pour corollaire le vote obligatoire

La réorganisation de la prise de parole des citoyens dans les assemblées délibératives

L'évolution du RIP et la mise en place du RIC

Nettoyage du vocabulaire politique : remplacer le mot administré par citoyen, ne plus faire état des « hommes politiques » ou de la « classe politique »....

La commune doit être la 1<sup>ère</sup> plateforme de débat citoyen.

Obligation d'afficher à l'extérieur les réunions des conseils municipaux et inter-communales.

**Intervention :**

Les avantages des élus nationaux, des ex-ministres et des ex-présidents doivent être revus. Le coût du train de vie de l'Etat doit être connu. Le nombre de sénateurs et de députés doit être diminué. La transparence des comptes concernant les membres des deux assemblées doit être assurée. L'impôt est nécessaire mais encore faut-il savoir à quoi il est employé ?

**Intervention :**

Mise en place d'un statut de l'élu afin de faciliter le retour à l'emploi des élus.

**Intervention :**

Interdire le « pantouflage » des hauts fonctionnaires. Tout fonctionnaire qui offre ses services à une entreprise public ou privée doit démissionner.

## **L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS**

**Intervention :**

Arrêt de la casse des services publics. L'impôt pour tous est une forme de citoyenneté. L'Etat doit faire un effort envers les EHPAD pour corriger le manque d'effectifs et baisser les tarifs de ces établissements ; Cet effort de l'Etat doit également concerner la santé et l'éducation. Les citoyens ont droit à des services de qualité.

**Intervention :**

Il est étonnant de constater que pour une population scolaire équivalente en France, en Allemagne et en Angleterre (10 millions), le nombre d'enseignants soit aussi dissemblable.

**Intervention :**

Le nombre de médecins sur le territoire est très bas. Il faut augmenter le nombre des médecins.

**Intervention :**

Le mouvement social actuel a commencé en partie avec les réseaux sociaux. Pourquoi ne pas organiser un grand débat national avec les moyens numériques actuels ? Vu l'expérience de la mise en place de la plateforme du grand débat en peu de temps pourquoi ne pas avoir de temps en temps une concertation populaire par ce biais ?

**Intervention :**

On peut constater un divorce entre parents et enseignants. Les parents n'attendent plus les mêmes choses qu'avant de l'école. Peut-être attendent-ils trop ? Demande de plus grande concertation entre les parents et les enseignants au niveau communal.

**Intervention :**

Souhait : que ce genre de réunions perdure.